

Projet de décret n° ...du ... fixant les modalités d'organisation des examens professionnels prévus aux articles 9, 15 et 16 du décret ... portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels

Publics concernés : sapeurs-pompiers professionnels de la fonction publique territoriale appartenant à la catégorie B.

Objet : modalités d'organisation des examens professionnels pour le cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels.

Entrée en vigueur : le 1^{er} mars 2013.

Notice : Le décret accompagne la transposition du « nouvel espace statutaire » défini par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale qui s'impose à la filière des sapeurs-pompiers professionnels en tenant compte des spécificités opérationnelles de la profession.

Les examens professionnels organisés au titre de la promotion interne ou de l'avancement de grade sont organisés par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

L'examen professionnel organisé pour le recrutement des lieutenants de 1^{ère} classe au titre de la promotion interne comprend une épreuve d'admissibilité, la rédaction d'une note administrative portant sur un cas concret, et une épreuve d'admission, un entretien professionnel portant sur l'expérience acquise par le candidat.

Les examens professionnels organisés au titre de l'avancement aux grades de lieutenant de 1^{ère} classe et hors-classe sont basés sur ces mêmes épreuves, de nature à valoriser les acquis de l'expérience professionnelle.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° XXX du XXX portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du ,

DECRETE

Chapitre I : Examen professionnel de lieutenant de première classe au titre de la promotion interne et de l'avancement de grade

Section 1 : Examen professionnel de lieutenant de première classe au titre de la promotion interne

Article 1

L'examen professionnel de lieutenant de première classe au titre de la promotion interne, prévu à l'article 9 du décret du XXX susvisé, comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Article 2

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'une note administrative à partir des éléments d'un dossier portant sur un cas concret professionnel, permettant d'apprécier les qualités de compréhension et d'expression du candidat, ses capacités d'analyse et de synthèse, ses facultés à argumenter et à soutenir des propositions (durée : trois heures ; coefficient 2).

Article 3

L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un lieutenant de 1^{ère} classe.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de lieutenant de 1^{ère} classe (durée : vingt minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 3).

Section 2 : Examen professionnel de lieutenant de première classe au titre de l'avancement de grade

Article 4

L'examen professionnel de lieutenant de première classe au titre de l'avancement de grade, prévu au 1^o de l'article 15 du décret du XXX susvisé, comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Article 5

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'une note administrative à partir des éléments d'un dossier portant sur un cas concret professionnel, permettant d'apprécier les qualités de

compréhension et d'expression du candidat, ses capacités d'analyse et de synthèse, ses facultés à argumenter et à soutenir des propositions (durée : trois heures ; coefficient 2).

Article 6

L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un lieutenant de 1^{ère} classe.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de lieutenant de 1^{ère} classe (durée : vingt minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 3).

Chapitre II : Examen professionnel de lieutenant hors-classe.

Article 7

L'examen professionnel de lieutenant hors-classe au titre de l'avancement de grade, prévu au 1^o de l'article 16 du décret du XXX susvisé, comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Article 8

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'une note administrative à partir des éléments d'un dossier portant sur un cas concret professionnel, permettant d'apprécier les qualités de compréhension et d'expression du candidat, ses capacités d'analyse et de synthèse, ses facultés à argumenter et à soutenir des propositions (durée : trois heures ; coefficient 2).

Article 9

L'épreuve d'admission consiste un entretien avec le jury ayant pour point de départ une présentation du candidat de son expérience professionnelle et des compétences qu'il a acquises à cette occasion.

Cet exposé est suivi d'une conversation avec le jury visant à apprécier, le cas échéant sous forme d'une mise en situation professionnelle, la capacité du candidat à analyser son environnement professionnel et à résoudre les problèmes techniques ou d'encadrement les plus fréquemment rencontrés par un lieutenant hors-classe.

Cette épreuve est destinée à permettre au jury d'apprécier la personnalité du candidat, son expérience professionnelle, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues au grade de lieutenant hors-classe (durée : vingt-cinq minutes dont cinq minutes au plus de présentation ; coefficient 3).

Chapitre III : Organisation et déroulement des examens professionnels

Article 10

Les dossiers de candidature aux examens comprennent les pièces exigées à l'article 9 du décret du 20 novembre 1985 susvisé modifié. La liste des pièces composant les dossiers de candidature sera rappelée dans chaque avis d'ouverture des examens professionnels.

Article 11

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves d'un des examens professionnels est arrêtée par le ministre de l'intérieur.

Article 12

Le programme des examens est fixé par arrêté du ministre de l'intérieur.

Article 13

Les arrêtés ouvrant les examens professionnels précisent le ou les centres où se déroulent les épreuves.

Article 14

Les jurys des épreuves écrites et orales des examens professionnels sont nommés par arrêtés du ministre de l'intérieur et composés d'au moins six membres titulaires répartis en trois collèges égaux représentant les officiers de sapeurs-pompiers professionnels du grade de lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels au moins, les personnalités qualifiées et les élus locaux :

Président : le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des risques ou son représentant.

Vice-président : le représentant du Centre national de la fonction publique territoriale

Autres membres :

- deux élus locaux ;
- deux représentants du personnel tirés au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels pour les grades de lieutenant de 1^{ère} classe et de lieutenant hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels.

L'arrêté de nomination des membres du jury désigne, parmi les membres du jury, son président ainsi que le vice-président qui le remplace s'il est dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président préside le jury jusqu'à la délibération finale. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté du Ministre de l'intérieur pour participer à la correction des épreuves, sous l'autorité du jury.

Article 15

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Article 16

Il est attribué à chaque épreuve écrite ou orale une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission des examens professionnels les candidats déclarés admissibles par le jury compétent.

Article 17

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une quelconque des épreuves écrites ou orales entraîne l'élimination du candidat.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient au moins 10 sur 20 de moyenne à l'ensemble des épreuves écrites et orales, sans note éliminatoire.

Article 18

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points, la priorité est accordée à celui qui a obtenu la note la plus élevée à l'épreuve d'admission ; en cas d'égalité de points à l'épreuve d'admission, la priorité est donnée au candidat ayant obtenu la meilleure note à l'épreuve d'admissibilité.

Article 19

Le jury est souverain. Il est compétent pour prononcer l'annulation d'une épreuve.

Article 20

Aucune modification de la composition du jury et de la liste des examinateurs ne peut être apportée après le début de la première épreuve.

Article 21

Pour chaque examen professionnel, le jury détermine le nombre total des points nécessaires pour être admissible et sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

A l'issue des épreuves d'admission, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis à l'examen.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet la liste mentionnée ci-dessus au Ministre de l'intérieur avec un compte rendu de l'ensemble des opérations.

Article 22

Au vu de la liste des candidats admis aux examens, le Ministre de l'intérieur établit, par ordre alphabétique, la liste des candidats retenus. Cette liste est publiée sur le site internet du ministère de l'intérieur.

Article 23

Toute disposition antérieure et contraire au présent décret est abrogée.

Article 24

Le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars 2013.